William Oualid, un professeur engagé

Description

Les images et documents dâ??archives en lien avec cet article sont exposés dans la galerie Cinq professeurs victimes

Source de lâ??image : Blanche Camus, [Portrait de William Oualid], S.D., collection privée

TéIécharger

Né le 26 janvier 1880 à Alger, William Oualid obtient son baccalauréat Ã"s lettres en 1897 et part lâ??année suivante étudier en Grande-Bretagne. De retour en Algérie en 1901, il effectue son service militaire et prépare une licence à lâ??Ã?cole de droit dâ??Alger, quâ??il obtient en 1904. Lâ??établissement ne délivrant pas de titre au-delà ce diplà me, il se rend alors en métropole et soutient à lâ??université dâ??Aix-en-Provence une premiÃ"re thÃ"se de doctorat en économie politique en 1906 (*Le Libéralisme économique en Angleterre*), puis une seconde en sciences juridiques en 1907 (*Le Nantissement immobilier en droit indigÃ"ne algérien*). Désireux de préparer lâ??agrégation dâ??économie politique, il « monte » à Paris, mais échoue à deux reprises au concours, en 1908 et en 1910. Toutefois, il arrive premier à celui de rédacteur au ministÃ"re du Travail, et devient rédacteur stagiaire en mars 1911, tout en étant chargé de conférences à la faculté de droit de Paris jusquâ??au déclenchement de la guerre.

Engagé volontaire en 1914, il est envoyé en premiÃ"re ligne sur la Marne, où il est griÃ"vement blessé (il est dâ??ailleurs cité à lâ??ordre de son régiment en juillet 1917 et obtient la croix de guerre). AprÃ"s sa convalescence, en raison de sa bonne connaissance de lâ??anglais, il est versé dans le corps des interprÃ"tes militaires, puis affecté auprÃ"s de lâ??armée britannique, pour laquelle il remplit dâ??importantes missions lors de visites de plusieurs personnalités anglaises ou américaines sur le front (il est dâ??ailleurs décoré de la *Military Cross*). Successivement promu adjudant (octobre 1914), sous-lieutenant, puis lieutenant, il est ensuite nommé sous-chef de cabinet dâ??Albert Thomas, ministre socialiste de lâ??Armement et des Fabrications de guerre (jusquâ??au 12 septembre 1917), puis chef du service de la Main dâ??Å?uvre étrangÃ"re (à compter de 1918), rattaché au ministÃ"re du Travail.

Au sortir du conflit, William Oualid nâ??a pas renoncé à son projet professionnel originel et obtient, dÃ"s 1919, lâ??agrégation (il est classé au 3º rang). Toutefois, avant de prendre un poste dâ??enseignant, il se voit confier plusieurs missions diplomatiques à lâ??étranger: dâ??abord à Varsovie, par le président Poincaré, en qualité de plénipotentiaire; en 1921 ensuite, lorsquâ??il participe à la rédaction de plusieurs traités concernant lâ??immigration et les conditions de travail des ouvriers ou quâ??il est membre de la représentation du gouvernement français à la Conférence internationale de lâ??émigration qui se tient à GenÃ"ve. Ces différentes missions lui valent notamment dâ??être élevé au rang de chevalier de la Légion dâ??honneur en 1922, dâ??officier de la Couronne dâ??Italie et de

commandeur de lâ??Ordre Polonia Restituta.

En parallÃ"le, William Oualid est nommé professeur titulaire à la faculté de droit de Strasbourg en 1921, sur la 3e chaire dâ??économie politique dont les enseignements sont composés dâ??un cours de doctorat, ainsi que dâ??un cours dâ??histoire des doctrines économiques. Il assure également (et ce jusquâ??en 1924) les fonctions de directeur de lâ??Institut statistique dâ??Alsace-Lorraine. Chargé des cours de législation et économie rurales, mais aussi dâ??économie politique à la faculté de droit de Paris à compter de mai 1923, il continue néanmoins, jusquâ??à la fin de lâ??année, à dispenser ses enseignements à Strasbourg (notamment de doctorat : science financiÃ"re et histoire des doctrines économiques).

Professeur sans chaire à la faculté de droit de Paris de 1925 à 1929, il enseigne les principes de droit public et assure, à partir de 1928, les enseignements de doctorat de législation industrielle et sociale, dont il devient un spécialiste incontesté. En aoÃ×t 1930, il obtient la chaire de législation et économie rurales (où il succède au professeur Joseph Hitier), puis celle dâ??histoire des doctrines économiques en 1934 (occupée jusquâ??alors par Auguste Deschamps), avant la chaire dâ??enseignement des principes de droit public en mars 1935 (où il prend la suite de Louis Germain-Martin). Très apprécié de ses collègues et de ses étudiants pour ses qualités pédagogiques, il enseigne aussi lâ??économie et la science financière et monétaire dans de nombreux établissements dâ??enseignement supérieur : Institut national agronomique (comme maître de conférences à partir de 1930, puis professeur en 1933), Ã?cole coloniale, Ã?cole supérieure de lâ??aéronautique, Ã?cole supérieure de lâ??aéronautique, Ã?cole supérieure de lâ??intendance, Ã?cole des hautes études commerciales, Ã?cole de haut enseignement commercial pour les jeunes filles, Institut national dâ??orientation professionnelle dont il est trésorier, Institut dâ??urbanisme de lâ??université de Paris (dont il est directeuradjoint en 1929, puis directeur de 1937 à 1940).

Débordant dâ??activité, William Oualid poursuit sa carriÃ"re universitaire et scientifique en publiant un nombre considérable dâ??articles et en préfaçant plusieurs thÃ"ses et ouvrages. Mais il est aussi homme dâ??action et nâ??hésite pas à mettre ses compétences au service de plusieurs instances étatiques : Conseil national économique, dont il est rapporteur en 1930 ; Conseil supérieur du travail, dont il est membre pendant plusieurs années ; ministÃ"re de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts, en tant que directeur de cabinet du ministre en 1926 (quelques jours seulement, car le cabinet est trÃ"s rapidement renversé) ; et auprÃ"s du gouvernement du Front populaire pendant les grÃ"ves de 1936, en qualité de surarbitre (câ??est notamment par son intermédiaire quâ??est réglé le conflit entre patrons et ouvriers de la métallurgie parisienne).

Son expertise lui permet par ailleurs dâ??accomplir de nombreuses missions scientifiques à lâ??étranger: Luxembourg en 1922, Madrid en 1924 (auprÃ"s de lâ??Association internationale du progrÃ"s social); Rome en 1929, Berlin en 1931 et Londres en 1935 (aux congrÃ"s internationaux dâ??urbanisme); Rome encore en 1931 (au CongrÃ"s international pour lâ??étude scientifique des questions de population); Chicago en 1933 (au CongrÃ"s pour lâ??avancement des sciences); Lisbonne en 1934 et 1935 (à lâ??Institut français et à lâ??université de Coimbra). De même, en France, il intervient à Lyon en 1934 (comme rapporteur général au CongrÃ"s de lâ??Union internationale des villes); à Paris en 1937 (comme rapporteur général du CongrÃ"s international du progrÃ"s social) et 1938 (comme

rapporteur général du CongrÃ"s international des finances publiques; il est dâ??ailleurs membre représentant la France au Comité de lâ??Association internationale des finances publiques).

Enfin, William Oualid se distingue par des engagements multiples dans la cité; notamment au sein de la Lique des Droits de lâ??Homme (LDH), dont il est un membre actif A partir de 1924 et où il sâ??occupe plus particuliÃ"rement des questions financiÃ"res et de doctrine, de la laÃ⁻cité, des fonctionnaires, de lâ?? Alsace et des ©trangers (il rédige dâ?? ailleurs de nombreux rapports et notes sur lâ??immigration ouvriÃ"re). Fort logiquement, cette préoccupation pour les travailleurs migrants le conduit également à sâ??intéresser au sort des réfugiés juifs, Ã travers le Foyer français, association (à laquelle William Oualid adhÃ"re en 1928) créée Ã lâ??initiative de membres de la LDH pour aider à lâ??établissement en France et Ã lâ??instruction des juifs étrangers. Il publie aussi plusieurs articles (notamment en 1939 dans Les Cahiers des droits de lâ??homme) pour sensibiliser à la question et proposer de « venir utilement au secours de ces malheureux, en adoucissant, en leur faveur, lâ??application de décrets-lois de plus en plus sévÃ"res ». Il sâ??investit également dans les principaux organes du judaÃ-sme français : Consistoire à travers notamment le Comité de vigilance créé en 1936 (pour apporter une réponse à la montée de lâ??antisémitisme), mais aussi comme vice-président (en 1936 encore) de lâ??Organisation Reconstruction Travail (dont lâ??une des ambitions est dâ??entretenir des écoles de formation professionnelle pour les jeunes juifs) ou comme vice-président (dÃ"s 1937) du comité central de lâ??Alliance israélite universelle. TrÃ"s préoccupé par le sort des juifs dâ??Europe centrale, il co-signe (dÃ"s 1940) un communiqué du Consistoire central pour flétrir la barbarie des « persécutions hitlériennes » et exprimer sa « certitude que la France et ses alliés [â?i] remporteront, sur le génie du mal, la victoire nécessaire à la paix ».

AprÃ"s la débâcle, William Oualid est affecté à lâ??université de Montpellier, mais sâ??il rejoint bien la ville, il nâ??y prend jamais son poste, car il est révoqué en application de la loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des juifs, admis à la retraite à compter du 21 décembre 1940 par un arrêté du 16 juin 1941. Il écrit au moment de sa révocation au doyen Georges Ripert, son collÃ"gue à la faculté de droit de Paris, pour lui attester quâ??il quitte la faculté « le cÅ?ur gros mais la tête haute, certain de nâ??avoir jamais failli au serment » quâ??il avait prêté en y entrant. Il forme deux demandes successives pour être réintégré en vertu de lâ??article 8 de ladite loi, lequel autorise en effet le Conseil dâ??Ã?tat à prononcer des dérogations pour « services exceptionnels rendus [â?l] dans les domaines littéraire, scientifique et artistique ». La premiÃ"re est rejetée le 17 décembre 1940, en dépit du fait que Oualid bénéficie du soutien du secrétaire dâ??Ã?tat à lâ??Instruction publique et à la Jeunesse, lequel a proposé son maintien dans les cadres. Quant à la seconde requête, formée par le même ministÃ"re, elle est refusée au motif que le dossierâ?l est incomplet!

Fort du vÅ?u émis à lâ??unanimité en décembre 1940 par le conseil des professeurs de lâ??Institut national agronomique en faveur de sa réintégration, le secrétaire dâ??Ã?tat à lâ??Agriculture décide à son tour, en mars 1941, de soutenir sa démarche. Ses homologues de lâ??Instruction publique et du Travail lui emboitent le pas, ainsi que le ministre des Affaires étrangÃ"res, mais lâ??instruction du dossier piétine jusquâ??en avril 1942. Malheureusement, à cette date, et en dépit dâ??un ultime avis favorable, émis cette fois par Xavier Vallat,

commissaire général aux Questions juives, le projet de décret proposé par le Conseil dâ??Ã?tat nâ??a aucune suite et William Oualid nâ??est pas réintégré. Durant ces années sombres, son destin se confond dâ??autant mieux avec celui de ses coreligionnaires quâ??il est aussi frappé par la loi du 7 octobre 1940 abrogeant le « décret Crémieux » (1870) fixant le statut des juifs indigÃ"nes dâ??Algérie, même sâ??il bénéficie de la dérogation prévue pour les anciens combattants de la Grande Guerre.

AprÃ"s son séjour à Montpellier, William Oualid se rend à Marseille, devenue ville refuge et nouveau centre de gravité des juifs de France exclus et traqués, mais aussi à Lyon, pour des réunions du Consistoire central. Car, privé de ses divers enseignements, il renforce son activité au sein des associations juives dâ??assistance auxquelles il appartient depuis plusieurs années déjÃ: Consistoire, Alliance israélite universelle et Organisation Reconstruction Travail. Il sâ??investit ainsi trÃ's fortement dans la commission juridique du Consistoire central (qui fournit une aide aux demandeurs de d\(\tilde{\O}\) rogations \(\tilde{\A}\) lâ??application du statut des juifs et aux victimes dâ??une Iégislation antisémite complexe) et dans la commission de lâ??information (en charge de la coordination des démarches officielles de la communauté juive auprÃ"s des autorités de Vichy). Il devient surtout président de lâ??Organisation Reconstruction Travail pour la France. Câ??est à ce titre quâ??il se retrouve au cÅ?ur des discussions induites entre novembre 1941 et janvier 1942 par la création de lâ??Union générale des institutions juives de France (UGIF) par le gouvernement de Vichy. En effet, Xavier Vallat, alors commissaire général aux questions juives, demande à neuf dirigeants des principales associations juives de faire partie du conseil dâ??administration de cette nouvelle union destinée à absorber les associations existantes et à les placer sous le contrà le du commissariat général. Suite à un refus unanime, Vallat reçoit les représentants en question le 12 décembre 1941. Placés devant le fait accompli, ils espà rent tout de mà me arriver à renà gocier les contours de lâ??UGIF. Cette responsabilité a été confiée à Oualid, porte-parole de la délégation. Les objectifs principaux sont de ne pas intégrer à lâ??UGIF les institutions cultuelles, mais seulement celles dâ??assistance; de ne pas en faire la voix dâ??une communauté juive française définie par Vichy ; de ne pas lâ??alimenter des fonds issus des spoliations des biens juifs. Si la discussion semble ouvrir des portes, la publication dans la foulée au Journal officiel de la création de lâ??UGIF sans aucune des modifications demandées fait que Vallat se heurte Ã un second refus fin décembre. Il envoie alors un dernier message aux différentes personnalités pressenties pour le conseil dâ??administration en affirmant, quoique de maniÃ"re relativement floue, quâ??il agira selon les conditions posées durant lâ??entrevue de décembre. DÃ"s lors, trois attitudes se dessinent chez les dirigeants des associations : certains refusent la participation, certains acceptent sans conditions, et certains, dont Oualid, acceptent au nom de la préservation des Å?uvres, tout en émettant des réserves. Oualid est ainsi nommé au conseil dâ??administration de lâ??UGIF en janvier 1942. Il nâ??y reste cependant que briÃ"vement, le quittant pour se consacrer plus pleinement à la direction de lâ??ORT.

Exclu de la faculté, engagé dans dâ??autres missions, Oualid nâ??en conserve pas moins son titre de professeur dans ses échanges. Il va même jusquâ??Ã envoyer une lettre au journal *Le Temps* en réaction à un de leurs articles sur la formation des urbanistes paru début février 1942. La correspondance, publiée dans lâ??édition du quotidien du 2 mars 1942 est signée « Professeur W. Oualid. Directeur de lâ??Institut dâ??urbanisme de lâ??université de Paris ». Lâ??institut en a-t-il eu vent ? Toujours est-il que Pierre Lavedan, qui nâ??était encore que directeur à titre provisoire depuis le 1^{er} septembre 1940, devient directeur par décision du

conseil dâ??administration du 26 février, suivant un arrêté du 19 mars 1942.

Le 15 novembre 1942, victime dâ??une affection pulmonaire, William Oualid décÃ"de à Penne dâ??Agenais (Lot-et-Garonne), quelques jours seulement aprÃ"s lâ??invasion allemande de la zone sud. Il reçoit les hommages du ministÃ"re du Travail, des organisations juives dont il a fait partie, et de la faculté de droit de Paris ; à cet égard, cependant, on ne peut passer sous silence la rhétorique â?? empreinte de mauvaise foi â?? qui parsÃ"me lâ??éloge funÃ"bre du doyen Ripert, selon lequel William Oualid a été « séparé de la Faculté, malgré lui, malgré elle [â?¹] Son éloignement [â?¹] laissait une espérance, mais maintenant nous sommes obligés de nous résigner au souvenir dâ??un collÃ"gue qui était aimé de tous. AprÃ"s une carriÃ"re exceptionnellement brillante, à lâ??heure où sâ??affirmait le bonheur de sa vie, il a connu lâ??amertume de lâ??exil par lâ??application dâ??une loi qui nâ??aurait pas dû atteindre des hommes tels que lui » ; et dâ??ajouter, pour conclure : « A-t-il connu avant de mourir la décision qui, dâ??aprÃ"s ce qui mâ??a été dit, allait être prise en sa faveur, pour le relever dâ??une déchéance qui nâ??aurait pas dû lâ??atteindre ? Je ne le sais pas encore. Jâ??espÃ"re quâ??il aura eu cette derniÃ"re joie. »

Lui qui a été mis à la retraite dâ??office le 26 décembre 1940 est réintégré dans ses fonctions, à titre posthume, à compter du 21 décembre 1940, par lâ??arrêté du 7 décembre 1944 (paru au *Journal officiel* une semaine plus tard). AprÃ"s la Libération, il est cité à lâ??Ordre de la nation le 7 août 1946.

Vincent Bernaudeau, docteur en histoire contemporaine

Indications bibliographiques

« Base de données Spirojuris », Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA), http://siprojuris.symogih.org/

« Académie de Paris. Archives des facultés de droit, de pharmacie, théologie, lettres et sciences, 1803â??1959 ; services rectoraux, 1821â??1961 (1803â??1961) », Archives nationales, AJ/16/1911.

« Académie de Paris. Papiers de lâ??administration académique concernant les enseignements supérieur, secondaire et primaire, xix^e siÃ"cle », Archives nationales, AJ/16/1333.

« Archives du Conseil dâ??Ã?tat (1905â??1958) », Archives nationales, AL/4430, AL/4439.

« Ã?tat civil en Algérie », Archives nationales dâ??Outre-mer.

Assan Valérie, « IsraëI William Oualid, juriste, économiste, professeur des Universités (Alger, 26 janvier 1880 â?? Villeneuve-sur-Lot, 15 novembre 1942) », dans *Archives Juives*, vol. 46, n^o 1, 2013, https://doi.org/10.3917/aj.461.0130, p. 130â??143.

Schor Ralph, *Lâ??antisÃ*©*mitisme en France dans lâ??entre-deux-guerresâ?⁻: prÃ*©*lude à Vichy*, « Historiques », nº 144, Bruxelles, Complexe, 2005.

Schwarzfuchs Simon, *Aux prises avec Vichyâ?* : histoire politique des Juifs de France, 1940-1944, « Liberté de lâ??esprit », Paris, Calmann-Lévy, 1998.

Singer Claude, Vichy, lâ??université et les Juifsâ? : les silences et la mémoire, Paris, Les Belles lettres, 1992.

Pour citer cet article

Bernaudeau Vincent, « William Oualid, un professeur engagé », dans *Exclure, persécuter, réintégrer. Des victimes de la législation antisémite à la faculté de droit de Paris (1940â??1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ"que interuniversitaire Cujas, 2025, https://expovictimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/william-oualid/.

Date

29/11/2025